



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 18 du 15 mai 2007

Le recueil peut être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 mai 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	266
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	266
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	266
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	266
Arrêté de délégation de signature du 15 mai 2007 de l'ordonnateur secondaire à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle	266
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	267
SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST	267
Voies navigables de France	267
Décision portant subdélégation générale en date du 4 mai 2007 de Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de voies navigables de France	267
Décision portant délégation "gestion du domaine" en date du 4 mai 2007 de Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de voies navigables de France	268
AVIS ET COMMUNICATIONS	268
HÔPITAL LOCAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE	268
Avis de vacance de poste du 15 mai 2007 dans le grade d'agent d'entretien qualifié	268

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté de délégation de signature du 15 mai 2007 de l'ordonnateur secondaire à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports et du 4 janvier 1994 pour l'exécution de la section budgétaire Ville ;

VU l'arrêté ministériel du 16 février 2007 portant nomination de Monsieur Michel MARTY en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle à compter du 19 février 2007 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

Art. 1^{er} : Délégation de signature est accordée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur les budgets ministériels et programmes suivants :

Budget de l'équipement (code 23)

1) Mission transports

- Programme 203 (Chapitre 0203) Réseau routier national
- Programme 207 (Chapitre 0207) Sécurité routière
- Programme 217 (Chapitre 0217) Soutien et pilotage des politiques d'équipement
- Programme 225 (Chapitre 0225) Transports aériens
- Programme 226 (Chapitre 0226) Transports terrestres et maritimes

2) Mission politique des territoires

- Programme 113 (Chapitre 0113) Aménagement, urbanisme et ingénierie publique
- Programme 222 (Chapitre 0222) Stratégie en matière d'équipement

3) Compte non doté de crédits

- Compte 908 « Opérations industrielles et commerciales des directions régionales et départementales de l'équipement » (Compte de commerce du parc de l'équipement)

4) Mission ministérielle « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route »

- Programme 751 (Chapitre 0751) Radars et aide au financement du permis de conduire des jeunes

Budget de la jeunesse et des sports (code 32)

Mission sport, jeunesse et vie associative

- Programme 219 (Chapitre 0219) Sport
- Programme 210 (Chapitre 0210) Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative

Ces deux programmes sont intégrés dans la délégation de signature en tant que de besoin.

Budget de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (code 36)

Mission ville et logement

- Programme 109 (Chapitre 0109) Aide à l'accès au logement
- Programme 135 (Chapitre 0135) Développement et amélioration de l'offre de logement
- Programme 147 (Chapitre 0147) Équité sociale et territoriale et soutien
- Programme 202 (Chapitre 0202) Rénovation urbaine

Budget de l'écologie (code 37)

Mission écologie et développement durable

- Programme 153 (Chapitre 0153) Gestion des milieux et biodiversité
- Programme 181 (Chapitre 0181) Prévention des risques et lutte contre les pollutions

Budget de la défense (code 70)

Mission Défense et anciens combattants

- Programme 146 (Chapitre 0146) Equipement des forces
- Programme 178 (Chapitre 0178) Préparation et emploi des forces
- Programme 212 (Chapitre 0212) Soutien de la politique de Défense

Budget de l'économie, finances et industrie (code 07)

Mission gestion du patrimoine immobilier de l'état

- Programme 722 (Chapitre 0722) Dépenses immobilières ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

La présente délégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686).

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Art. 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Art. 4 : Le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Art. 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Art. 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1^{er}.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'équipement pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 7 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 8 : Délégation de signature est également accordée au directeur départemental de l'équipement à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 9 : Le directeur départemental de l'équipement m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 10 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur départemental de l'équipement peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, le directeur départemental de l'équipement peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

S'agissant d'actes engageant les crédits de l'Etat par consommation des autorisations d'engagement cette subdélégation est accordée dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 4.

Art. 11 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants et de fourniture de consommables informatiques.

Art. 12 : L'arrêté préfectoral du 9 mars 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et du représentant du pouvoir adjudicateur à Monsieur le directeur départemental de l'équipement est abrogé.

Art. 13 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 mai 2007

Le préfet,
Claude BALAND

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Service de navigation du Nord-Est Voies navigables de France

Décision portant subdélégation générale en date du 4 mai 2007 de Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de voies navigables de France

Le chef du service de navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu la loi n°91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transport,
Vu la loi n°2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports,
Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure,
Vu le décret n°60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France,
Vu le décret n°91-796 du 20 août 1991 modifié, relatif au domaine confié à Voies navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991,
Vu le décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes de Voies navigables de France,
Vu la délibération modifiée du conseil d'administration de Voies navigables de France du 1er octobre 2003,
Vu la décision du 26 avril 2007 portant délégation de signature de M. François BORDRY, Président de Voies navigables de France, à M. Thierry DUCLAUX, Directeur général de Voies Navigables de France,
Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, chef du Service de la Navigation de Nancy, à compter du 2 novembre 2005,
Vu la décision du 27 avril 2007 portant délégation de signature du Directeur Général de Voies navigables de France à M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la navigation du Nord-Est.

DECIDE

Art. 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au Chef de service, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Serge HECTOR, subdélégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Prospective, Gestion et

Financement, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures leur ont été déléguées par décision susvisée.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'Arrondissement Développement de la Voie d'Eau, à effet de signer les actes suivants ainsi limités :

- Transactions prévues par l'article L.2132-25 du code général de la propriété des personnes publiques, lors de contraventions de grande voirie déferées devant le juge administratif relatives, exception faites des transactions portant sur des astreintes liquidées par le juge administratif, à :
 - * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage
 - * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles
 - * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports
 - Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n°91-1385 du 31 décembre 1991 susvisée.
 - Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
 - Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 €.
 - Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €.
 - Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €.
 - Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
 - Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
 - Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 46 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux.
 - Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 8 janvier 1999,
 - * passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération ;
 - * passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;
 - Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;
 - Octroi, à des personnes autres que les associations, de subventions n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;
 - Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;
 - Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;
 - Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'Etablissement y compris le contreseing des superpositions d'affectations ;
 - Les états substitutifs établis en cas de défaut de transmission de la déclaration de flotte ou d'inexactitude de celle-ci prévus par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 susvisé ;
 - Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.
- En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Michel COURTEAU, subdélégation est donnée à Mme Michèle LAQUENAIRE, Adjointe au Chef de l'Arrondissement Développement de la Voie d'Eau, à l'effet de signer :
- Transactions prévues par l'article L.2132-25 du code général de la propriété des personnes publiques lors de contraventions de grande voirie déferées devant le juge administratif relatives, exception faites des transactions portant sur des astreintes liquidées par le juge administratif, à :
 - * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage
 - * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles
 - * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports.
 - Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 susvisée.
 - Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'Etablissement y compris le contreseing des superpositions d'affectations.
 - Les états substitutifs établis en cas de défaut de transmission de la déclaration de flotte ou d'inexactitude de celle-ci prévus par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 susvisé ;
- Art. 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Philippe LEFRANC, Ingénieur divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Eau à l'effet de signer les actes suivants :
- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
 - Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €.
 - Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €.
 - Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'établissement y compris le contreseing des superpositions d'affectations.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Dominique BOURDELON, Attaché principal de l'Équipement, Secrétaire général, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €.
- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €.

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions d'affectations.

Art. 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Etudes et Grands Travaux, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €.
- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €.

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'établissement y compris le contreseing des superpositions d'affectations.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et M. André MAGNIER, subdélégation est donnée à Daniel BALY, Ingénieur Divisionnaire des TPE, à l'effet de signer :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €.
- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €.

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'établissement y compris le contreseing des superpositions d'affectations.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Jean-Louis AUBERTEIN, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Entretien Exploitation à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €.
- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €.

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.

- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions d'affectations.

Art. 7 : La subdélégation de signature du 12 février 2007 est abrogée.

Art. 8 : Le chef du service de la navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

Nancy, le 4 mai 2007 Le chef du service de la navigation du Nord-Est,
Directeur interrégional de VNF,
Jean-Philippe MORETAU

Décision portant délégation "gestion du domaine" en date du 4 mai 2007 de Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, directeur interrégional de voies navigables de France

Le chef du service de navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu l'article 124 de la loi de finances n°90-1168 du 29 décembre 1990, modifié pour l'année 1991,

Vu le décret n°60-1441 du 26 décembre 1960 modifié, portant statut de Voies navigables de France, notamment ses articles 14, 16, 17 et 27,

Vu la délibération du conseil d'administration de VNF dans sa séance du 1^{er} octobre 2003 modifiée en dernier lieu par la délibération du 4 octobre 2006,

Vu la délégation de pouvoir en date du 30 octobre 2006, du Directeur Général aux représentants locaux de VNF,

Vu la décision portant délégation de signature du 27 février 2007.

DECIDE

Art. 1^{er} : Délégation permanente est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'arrondissement Développement à l'effet de signer tous les actes ou décisions relatifs aux occupations temporaires, constitutives ou non de droits réels, du domaine géré par VNF portant sur une durée n'excédant pas 18 ans ou une superficie inférieure ou égale à 10 hectares.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel COURTEAU, délégation de signature est donnée à Mme Michelle LAQUENAIRE, Adjointe au Chef de l'arrondissement Développement.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à MM. les chefs de subdivision (voir liste jointe), à l'effet de signer tous les actes portant sur l'amarrage des barques.

Art. 4 : La décision portant délégation de signature du 27 février 2007 est abrogée.

Art. 5 : La présente décision sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service Navigation du Nord-Est.

Nancy, le 4 mai 2007

Le directeur interrégional de VNF,
Jean-Philippe MORETAU

LISTE DES CHEFS DE SUBDIVISIONS PREVUS A L'ARTICLE 3

NOMS	FONCTION
Jean-François BERNAUER-BUSSIER	Responsable de la subdivision de Givet
Michel FURLAN	Responsable de la subdivision de Charleville-Mézières
Michel MALINGREY	Responsable de la subdivision de Bar-le-Duc-Void par intérim
Jean-François MORICEAU	Responsable de la subdivision de Metz et des subdivisions de Pont-à-Mousson et de Toul par intérim
Jacky PELTIER	Responsable de la subdivision de Verdun par intérim
Daniel TABUTIAUX	Responsable de la subdivision de Nancy et de la subdivision d'Epinal par intérim

AVIS ET COMMUNICATIONS

Hôpital local de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Avis de vacance de poste du 15 mai 2007 dans le grade d'agent d'entretien qualifié

En application du Décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, est à pourvoir après inscription des candidats sur une liste d'aptitude :

- 1 poste d'agent d'entretien qualifié à l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE

I - MODALITES DE CANDIDATURE

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature

II - MODALITES D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE

Cette liste sera la résultante de :

- Examen des dossiers de candidature transmis par une Commission
- Après sélection par la Commission, audition publique des candidats préalablement retenus

III - DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature constitués de :

- Une lettre de candidature
- Un curriculum vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées seront adressés par lettre recommandée avec accusé de réception à :

HLI POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE
3 rue de l'Avant-Garde
54340 POMPEY

Ils pourront être également valablement déposés au bureau des ressources humaines de l'établissement contre la remise d'une attestation de dépôt

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.